

Intervention de Pierre Mauroy

Congrès du Parti Socialiste des Européens

La Haye, 10 novembre 1992

Cher Président,

Mes chers camarades,

Chers amis,

Je voudrais vous dire combien je suis heureux que ma première intervention comme Président de l'Internationale Socialiste soit à l'occasion du premier congrès du "Parti Socialiste des Européens".

C'est un moment historique et il m'est très agréable d'associer les partis socialistes et sociaux démocrates de l'ensemble de l'Europe et d'ailleurs du monde entier à votre excellente initiative.

Ainsi, notre ancienne Union devient le plus grand Parti européen. L'honneur revient aux socialistes d'avoir, ouvert cette voie qui est celle de la conviction européenne, de la confiance en un avenir européen et de la solidarité soulignée et amplifiée entre les divers Partis Socialistes et Sociaux démocrates de la Communauté Européenne.

En cet instant, je veux féliciter chaleureusement Willy Claes pour sa brillante élection et tous ceux qui viennent d'accéder aux responsabilités de Vice-Présidents.

Ce résultat n'a pu être obtenu, bien entendu, que parce que l'Union avait au cours de ces dernières années progressé et atteint une nouvelle dimension. Que tous ceux qui l'ont permis et notamment Guy Spitaels en soient amicalement remerciés.

Je tiens à saluer particulièrement les socialistes néerlandais et leur leader Wim Kok ainsi que la ville de La Haye qui restera associée à cette naissance. Et je veux également m'associer à l'hommage qui a été rendu au groupe socialiste européen et à son président Jean-Pierre Cot ainsi.

Chacun comprendra que j'ajoute à ces salutations mes sincères remerciements pour tous ceux qui ont travaillé pour la réussite de cette

manifestation et notamment le Secrétaire Général Axel Hanisch.

Je voudrais aussi exprimer le souhait que ceux qui aspirent à nous rejoindre puissent le faire très bientôt.

je pense particulièrement à nos amis suisses et, bien sûr, à nos camarades norvégiens qui en ont pris le chemin après la décision de leur récent congrès dont nous nous félicitons tous. J'adresse en votre nom notre amitié et notre sympathie à Gro-Harlem Brundtland, Premier ministre norvégien et première vice-présidente de l'I.S.

Enfin, en saluant leurs présidents, Ingvar Carlsson et W. Sundquist, je suis heureux de souligner ce premier geste symbolique que constitue l'adhésion du Parti Suédois et du Parti Finlandais.

Je n'oublie pas enfin de saluer à un autre titre le PDS italien qui a été admis à l'Internationale lors du congrès de Berlin et qui se retrouve tout naturellement parmi nous. Je salue les partis de Chypre, DSan Marin et le Mapam, que vous venez d'admettre au titre d'associés ou d'observateurs.

* * *

Cher Willy Claes, en cet instant solennel, je veux t'apporter la volonté de coopération pleine et entière de moi-même, de Luis Ayala et de tout l'exécutif de l'Internationale.

Il est particulièrement significatif que ce soit en Europe que puisse se constituer un tel parti. En Europe où les idées socialistes sont nées. En Europe où la deuxième Internationale a été créée. En Europe encore où elle a été refondée. En Europe enfin où les socialistes ont exercé et exercent encore des responsabilités d'Etat et je salue Felipe Gonzalez et Frank Vranistky qui sont à la tête du gouvernement de leur pays.

La création du parti européen témoigne que l'Europe est pour nous un choix politique, le choix de la paix par la démocratie, le choix de la solidarité contre les égoïsmes nationaux, le choix d'un avenir différent. J'ajoute d'ailleurs que l'Europe représente aujourd'hui le meilleur espace possible de développement de notre socialisme.

L'enjeu de l'Europe n'est pas seulement la ratification d'un traité, bien que cette ratification soit essentielle - et nous n'aurions rien à gagner à trop différer les échéances. L'existence d'un parti socialiste des européens va nous aider à tracer les grandes perspectives de notre avenir commun.

Est-il nécessaire de souligner l'urgence dans laquelle nous sommes ? Chacune de nos sociétés est traversée par des malaises réels. Une inquiétude diffuse, parfois un sentiment d'impuissance gagne du terrain, face à une évolution internationale ressentie

comme chaotique. Un désarroi moral, lié à une trop longue période de mépris des valeurs, suscite des réactions difficiles à contrôler qui conduisent aujourd’hui aux violences xénophobes, et à la progression des idéologies sécuritaires et racistes que nous connaissons trop bien. Après nous avoir parlé pendant des décennies de la fin des idéologies, on s’étonne maintenant de l’absence du politique.

L’urgence tient aussi à la dégradation de la situation économique. Nous venons de vivre une tempête monétaire majeure dont les répercussions ont imposé de lourds sacrifices à plusieurs Etats. Il est absolument nécessaire d’éviter à l’avenir la répétition de telles crises. Nous observons aussi, mois après mois, le ralentissement de la croissance, dont nous mesurons les effets négatifs sur le chômage, qui a depuis longtemps atteint la côte d’alerte. Quel paradoxe tout de même de devoir expliquer à nos opinions publiques la réussite - réelle - des politiques macro-économiques, alors que 10% de la population active se trouve au chômage. Combien de temps l’Europe que nous construisons peut-elle s’accommoder de 16 millions de chômeurs ?

Mes chers camarades, ce grave constat me conforte dans ma conviction européenne. De quel autre cadre de cohérence et de stabilité pourrions-nous disposer ? Isolé, chacun de nos Etats serait-il plus fort ? Nous devons appeler à une mobilisation sociale de l’Europe>. Cette mobilisation passe par une initiative concertée de croissance qui permettrait tout en garantissant la stabilité des prix et la maîtrise des déficits publics de donner un nouveau souffle à nos économies.

Les experts nous disent que, d’ores et déjà, nous bénéficions grâce à l’intégration européenne d’une croissance plus élevée. Et le niveau de l’emploi est aujourd’hui supérieur de 4% à ce qu’il serait en l’absence de marché unique, mais nous devons aller plus vite et plus loin. Faute de quoi la crise de langueur économique accuserait encore le désarroi moral.

Je sais que le chômage a aussi des dimensions plus structurelles. Aux niveaux de productivité atteints par nos économies, le plein emploi constitue-t-il encore un objectif réaliste ? Seulement dans la mesure où nous appliquerions une forte réduction de la durée du travail. Chaque étape dans ce domaine a constitué une conquête du mouvement ouvrier. Il y a un siècle, c’était la journée de 8 heures, il faut aujourd’hui fonder la mobilisation sociale de l’Europe sur le grand objectif des 35 heures.

L’Europe naturellement ne constituera une zone de stabilité que si elle défend sa propre identité. C’est ce qu’elle a fait - et en particulier Jacques Delors à la tête de la Commission - en restant fidèle au mandat de Birmingham de négocier dans le cadre du GATT sur la base de la réforme de la politique agricole commune.

l’élection d’un démocrate à la présidence des Etats-Unis - et je

suis heureux de saluer cette grande victoire de Bill Clinton - ouvre un espoir de changement social outre-atlantique. Nous devons dès à présent engager le dialogue avec la nouvelle équipe afin de convaincre nos amis démocrates que leur nouveau deal intérieur doit trouver sa correspondance dans une politique d'ouverture et de dialogue avec les européens tout comme d'ailleurs avec le reste du monde.

Cette vision solidaire mes chers camarades, nous devons bien sûr nous l'appliquer à nous-mêmes. Dans un monde aussi interdépendant que le nôtre il serait d'ailleurs vain d'imaginer un îlot de stabilité dans un environnement effervescent. Nous ne disons pas : "la communauté d'abord". Parce que notre socialisme est par nature internationaliste, nous affirmons que l'Europe existe par sa capacité à nouer des liens et à donner l'exemple de la solidarité.

Solidarité bien sûr avec nos voisins les plus proches, ces pays de l'Est à qui nous devons aide financière, assistance technique, association économiques, secours alimentaire, mais aussi un dialogue suivi sur le plan politique. Au moment où la révolution conservatrice se trouve répudiée aux Etats Unis où elle a été appliquée avec une grande vigueur, il serait paradoxal que les pays de l'Est s'en remettent au modèle qui vient précisément d'échouer. Nous sommes ici parce que nous croyons que la social démocratie constitue la réponse adaptée à la consolidation démocratique des anciens pays communistes.

Encore faut-il souligner que les proclamations généreuses ne suffisent pas.

En mars 1992, lors du Présidium de Madrid de l'IS, Willy Brandt, lui-même, nous avait invités à réfléchir à la façon de mettre en commun nos moyens et de coordonner nos efforts pour engager des actions d'envergure en Europe de l'Est.

Après le congrès de Berlin, j'estime que le moment est venu de mettre en oeuvre ce projet sur la base des travaux préparatoires de Ingvar Carlsson et Henry Fischer.

Il s'agirait de créer une sorte de forum de la démocratie et de la solidarité capable d'agir concrètement dans les domaines de la formation, de la coopération technique, de la mobilisation des aides, ainsi que d'élargir cette démarche à des partenaires extérieurs à nous.

Il y a, bien sûr, d'autres urgences :

Au-delà de la réaffirmation d'une aide publique au développement qui devrait atteindre 1% en l'an 2000, nous devons aussi contribuer à la réflexion sur le modèle économique qu'au travers des politiques d'ajustement nous imposons aux pays en voie de

développement. Et déplorons la dramatique situation de la Somalie dont on nous dit qu'elle ne comptera plus un seul enfant de moins de 5 ans à la fin de cette année.

Ces thèmes de réflexion sont naturellement ceux de l'Internationale Socialiste, mais ils recoupent ceux dont nous discutons ici. Ils seront au cœur des débats du prochain Conseil de l'Internationale socialiste en février 1993 à Athènes. Nous y évoquerons les conflits régionaux ainsi que notre programme de travail.

Nous devons aussi affirmer notre volonté d'appuyer l'élargissement de la démocratie et des droits de l'homme. Cette préoccupation rencontre les voeux de Boutros Boutros Ghali d'associer aux efforts des Nations Unies les organisations Non Gouvernementales ainsi que les formations politiques représentées au niveau international. J'ai convenu avec le secrétaire général des Nations-Unies de rencontres régulières. L'ONU souhaite être mieux en mesure de répondre systématiquement à cette recherche de "casques bleus de la démocratie". Nous devons créer au sein de l'Internationale Socialiste un corps permanent d'observateurs suffisamment formés et disponibles pour apporter un concours appréciable.

Nous aurons aussi au cours de cette réunion d'Athènes à réfléchir aux nouvelles formes d'organisation que nous impose l'universalité même qu'a atteinte l'Internationale Socialiste. Nous devons adopter des démarches de travail plus décentralisées, établissant au niveau de chaque région voire de chaque continent des habitudes de coopération. A cet égard, la transformation en Parti de l'Union éveillera peut-être de l'intérêt dans d'autres régions.

Mes chers camarades, je veux pour finir, au nom de l'Internationale Socialiste, souhaiter à ce congrès qui commence d'utiles débats. Dans une période importante pour l'évolution du monde, je suis convaincu que les socialistes, lucides mais résolus, ont la capacité d'apporter les réponses indispensables aux problèmes de notre temps.

L'effondrement du communisme, le déclin des idées libérales, autorisent aujourd'hui de nouveaux espoirs pour la social-démocratie.

A nous d'ouvrir ensemble cette nouvelle étape!